

Analyse politique du Comité Afghanistan Belgique – België 1979-1989

(Contribution qui m'a été demandée pour un Mémoire d'Histoire Contemporaine. Mars 2013)

Mes réponses à vos questions (Robert Franck)

En clair, je m'interroge sur plusieurs choses:

1°

- Pourquoi le Comité Afghanistan Belgique – België (CAB) avait-il un tel poids politique en Belgique (...)

Pour plusieurs raisons majeures :

1)

Le Comité était **national** et **pluraliste**.

National : Ses membres étaient issus des deux régions linguistiques, le Comité était donc bilingue, et ses activités étaient orientées vers les milieux flamands comme vers les milieux francophones.

Pluraliste : A l'exclusion de l'extrême droite, le Comité réunissait des membres de toutes tendances politiques, philosophiques et religieuses, et sollicitait l'appui des partis, mouvements sociaux et personnes de toutes tendances.

Le caractère national et pluraliste du Comité a été affirmé dès sa création et scrupuleusement respecté tout au long de la guerre.

N.B. Les initiales CAB que vous utilisez n'étaient pas en usage pour désigner le Comité, celui-ci était connu sous le nom de « Comité Afghanistan ».

2)

L'orientation idéologique du Comité.

Cette orientation a rencontré un large consensus dans l'opinion.

Cette orientation était clairement définie et formulée par écrit, et régulièrement rappelée dans les publications du Comité. Par exemple :

«Le Comité appelle les démocrates de toutes tendances politiques, philosophiques et religieuses, décidés à agir pour la défense des Droits de l'Homme et des Droits des Peuples partout où ils sont bafoués et qui, à ce titre, condamnent l'agression dont l'Afghanistan est la victime et soutiennent le peuple afghan dans sa lutte contre l'agresseur, à le rejoindre dans son action.

Nous sommes solidaires de tous les résistants qui, avec des sensibilités différentes, luttent pour l'indépendance nationale. Notre Comité se doit de soutenir tout ce qui, en Afghanistan, contribue au développement de la lutte de libération nationale.

Dans cette optique, nous apportons notre soutien total à tous les partis et fronts qui, à l'intérieur de l'Afghanistan, manifestent leur volonté de s'unir pour chasser l'occupant.

Le Comité se sent particulièrement proche des forces afghanes attachées à la démocratie et au progrès social. »

Extrait de *Afghanistan 1979-1984, Cinq années de résistance à l'occupation soviétique*, Actes du Colloque de Bruxelles, 15 décembre 1984, organisé par le Comité Afghanistan Comité, Belgique/België

3)

Un bon mode de fonctionnement

Une assemblée générale annuelle, un Bureau composé d'une dizaine de personnes élues annuellement, et se réunissant très régulièrement tous les mois, dans une excellente entente, des locaux permanents mis à disposition à partir de 1982, un secrétariat composé de deux personnes travaillant à mi-temps et extrêmement pertinentes et efficaces, beaucoup d'actions bénévoles, plus de 350 membres payant une cotisation, plus de 50 membres d'honneur de tous horizons politiques, sociaux et culturels attestant le caractère national et pluraliste du Comité Afghanistan, un bulletin trimestriel (*Shab-Nama*) rendant compte à tous les membres des initiatives du Bureau et des activités.

4)

La qualité du travail effectué

- La sensibilisation de l'opinion publique et des milieux politiques et sociaux, informations et analyses

Fréquents contacts avec des personnalités du monde politique et du monde associatif.

Nombreux exposés, interventions, et conférences.

Le *Colloque de Bruxelles* du 15 décembre 1984.

Il a réuni 300 personnes. Animé par de nombreux experts belges et étrangers. Des représentants du gouvernement, du Parlement belge et du Parlement européen, et de douze partis politiques des deux communautés du pays, flamande et francophone, y ont pris la parole.

La *Journée d'Etude* de décembre 1986 organisée au siège de la Commission Européenne, à Bruxelles, avec pour objet *Que peut faire l'Europe pour la Résistance afghane ?*

Il réunissait des personnalités politiques européennes et des membres de la résistance afghane

- Les publications

Le trimestriel *Shab-Nama*, des *dossiers*, et deux *ouvrages* issus respectivement du *Colloque de Bruxelles* et de la *Journée d'Etude* au siège de la Commission Européenne.

- L'aide humanitaire

Une mission de plusieurs mois à l'intérieur de l'Afghanistan en guerre a permis d'apporter une aide d'urgence aux réfugiés de l'intérieur d'une valeur de deux millions de francs belges, accordée par le Secrétariat d'Etat à la Coopération et au Développement.

D'autres actions : récoltes d'argent, aide à un programme d'éducation, etc.

2°

(...) s'il n'avait en réalité aucun poids sur le terrain car il soutenait uniquement le FUNA qui était moribond ?

- Vous m'écrivez que « Le SAB accuse le CAB de ne pas réellement agir sur le terrain. » De quoi s'agit-il ? Le SAB « accuse »-t-il le Comité Afghanistan de ne pas avoir mené d'actions *militaires* sur le terrain ? Il est exact que le Comité s'en est strictement

abstenu. Nous avons reçu un jour une proposition discrète de fourniture d'armes que nous avons rejetée. Le SAB accuse-t-il le Comité Afghanistan de ne pas avoir mené d'actions *humanitaires* sur le terrain ? C'est faux. Je vous renvoie à la réponse ci-dessus en 4). Le SAB accuse-t-il le Comité de ne pas avoir mené d'actions de soutien aux partis et mouvements armés sur le terrain ? C'est faux. Notre action a été considérable auprès de l'opinion et des milieux politiques belges et européens pour renforcer *le soutien politique et diplomatique* belge et européen à l'ensemble des partis et mouvements armés engagés sur le terrain. Cette action de soutien-là, *politique et diplomatique*, était à nos yeux la plus importante pour aider la résistance armée afghane sur le terrain (cette opinion était partagée par tous les intervenants à la *Journée d'Etude* de décembre 1986, lisez l'ouvrage *Que peut faire l'Europe pour la résistance afghane ?*) Le SAB accuse-t-il le Comité de ne pas avoir été présent à Peshawar, au Pakistan, pour essayer d'y établir une collaboration avec la direction de l'une ou l'autre des formations de la résistance qui siégeait dans cette ville ? Nous n'avons pas fait cela, en effet.

- Le Comité s'interdisait tout soutien partisan à l'un ou l'autre courant de la résistance, au préjudice d'autres courants. Il n'était donc pas question de soutenir « uniquement » le FUNA, ni de le soutenir *contre* d'autres partis ou mouvements. Au contraire nous soutenions tous les partis et fronts désireux de s'unir pour chasser l'occupant. Par exemple nous avons invité le porte-parole officiel de l'Alliance Islamique des Mudjahedin d'Afghanistan (alliance à laquelle n'appartenait pas le FUNA) pour la Journée d'Etude au siège de la Commission Européenne en décembre 1986. Je rappelle la ligne que s'était fixée le Comité, déjà citée plus haut (in 1°, 2) :

« Nous sommes solidaires de tous les résistants qui, avec des sensibilités différentes, luttent pour l'indépendance nationale. Notre Comité se doit de soutenir tout ce qui, en Afghanistan, contribue au développement de la lutte de libération nationale. Dans cette optique, nous apportons notre soutien total à tous les partis et fronts qui, à l'intérieur de l'Afghanistan, manifestent leur volonté de s'unir pour chasser l'occupant. Le Comité se sent particulièrement proche des forces afghanes attachées à la démocratie et au progrès social ».

Tout le travail de sensibilisation, d'information et d'analyse du Comité, au niveau de l'opinion belge et au niveau des milieux politiques belges et européens, se faisait au bénéfice de tous les courants et mouvements de la résistance sans distinction.

- Le FUNA n'était pas moribond. Il était bien organisé et actif dans plusieurs régions du pays, sur les plans humanitaire et du développement, et militait pour l'unification de la résistance.

3°

- Pourquoi le SAB, ONG qui existe toujours, n'a-t-il pas eu le même impact d'un point de vue médiatique et politique ?

Je l'ignore. Sans doute pour des raisons inverses de celles qui ont favorisé l'audience accordée au Comité Afghanistan, mentionnées plus haut, au point 1° : pluralisme démocratique, orientation idéologique, organisation, nature des activités, etc.

4°

- Jusqu'à quel point les relations entre les deux associations étaient conflictuelles ?

- Il n'y a pas eu de conflits. Le Comité Afghanistan n'a pris aucune initiative à l'encontre du SAB. J'ignore si le SAB a pris des initiatives pour tenter de discréditer le Comité Afghanistan. A vous lire il semblerait que les personnes du SAB que vous avez contactées ont tenté de discréditer le Comité à vos yeux lorsque vous les avez interviewées. Et il est probable que le SAB a discrédité le Comité Afghanistan à l'époque aux yeux du BIA à Paris, ce qui permettrait de comprendre la baisse de collaboration du BIA avec nous.

- En 1982 quelques membres du Comité Afghanistan ont quitté le Comité. Et ils ont ensuite créé le SAB. Les circonstances de ce départ ont été les suivantes.

Quelques membres du Comité Afghanistan affiliés au PTB ont appris qu'un des membres du Bureau du Comité militait dans une organisation d'extrême droite ; celui-ci dissimulait au Comité son appartenance à cette organisation. Ils ont demandé la convocation d'une Assemblée Générale extraordinaire du Comité et ils ont demandé sa démission, en raison du caractère démocratique du Comité. L'assistance à cette Assemblée a été nombreuse (plus d'une centaine de personnes si je ne me trompe) et il y eut un débat qui a duré deux heures selon mon souvenir, le membre du Bureau qui était invité à démissionner plaidait qu'il n'appartenait plus à cette organisation d'extrême droite depuis plusieurs semaines. Le débat a été suivi d'un vote et l'Assemblée, à une grande majorité, a émis l'avis qu'il fallait qu'il démissionne. Le Bureau s'est retiré pour délibérer et à son retour le président a déclaré qu'il quittait le Comité, et il a immédiatement quitté les lieux, suivi de (l'ex- ?) militant d'extrême-droite et d'une petite dizaine de personnes.

A la suite d'une délibération et au regard des statuts du Comité, l'Assemblée Générale a procédé à l'élection d'un nouveau Bureau.

J'ai présenté ma candidature, j'ai été élu au Bureau et le Bureau m'a ensuite élu président. J'étais membre du Comité depuis sa création mais je ne m'étais aucunement impliqué jusque là dans le travail du Comité et je ne souhaitais pas le faire par manque de temps. La raison pour laquelle j'ai tout de même posé ma candidature au Bureau à ce moment-là et accepté la présidence, était que je craignais que le Comité ne sorte affaibli de cette Assemblée Générale, à la suite du brusque abandon de son président. Il fallait assurer la continuité. Et j'ai pensé que par mon identité de Professeur de philosophie à l'U.C.L. je pouvais contribuer à assurer la continuité et la stabilité du Comité Afghanistan.

5°

- Existait-il d'autres associations que le SAB et le CAB ? (J'ai connaissance de **l'association Solidarité Afghanistan qui lutte, elle, pour le gouvernement Karmal**)

Je n'ai pas eu connaissance d'une autre association. Pouvez-vous m'informer sur cette « **association Solidarité Afghanistan qui lutte, elle, pour le gouvernement Karmal** » dont vous avez pris connaissance ?

6°

- Quel réel profil idéologique pouvez-vous donner du CAB de l'époque ? Je sais qu'il y avait des PTB, mais aussi assez bien de personnalités issues du MOC, existait-il d'autres mouvements représentés au sein du CAB ?

- Voyez l'extrait que j'ai recopié plus haut, sous la question 1°, 2), qui définit parfaitement le *réel* profil idéologique du Comité.

- C'est le PTB qui a suscité la création du Comité Afghanistan en 1979. Le PTB voulait, dès l'origine, que ce comité soit national et largement pluraliste, à l'exclusion de l'extrême droite. Aussi le Comité s'est-il composé, dès sa création, de démocrates de toutes tendances, et issus des deux Communautés, flamande et francophone. Le premier président du Comité, élu conformément aux statuts de l'association au moment de la création du Comité, et qui fut président jusqu'en 1982, était tout à fait étranger au PTB.

Les personnes affiliées au PTB qui étaient membres du Comité n'ont évidemment pas essayé, dans les années suivantes, de modifier cette ligne démocratique et largement pluraliste voulue par leur parti. Je l'ai moi-même constaté au cours de ma Présidence.

- Ni le MOC, ni le PTB, ni aucun autre parti ou mouvement n'étaient « représentés » au sein du Comité ; le Comité n'était pas composé de partis ou de mouvements, il était composé exclusivement d'individus, chacun avec sa sensibilité, ses opinions, et ses appartenances, mais aucun n'était invité à faire valoir le point de vue d'un mouvement ou d'un parti.

- Pour en savoir plus sur l'origine sociopolitique pluraliste des membres consultez la liste des membres d'honneur, elle figure dans les deux ouvrages publiés par le Comité (cités plus haut).

7°

- Pensait-on réellement, à l'époque, que le FUNA et les résistants progressistes pouvaient reprendre le dessus sur la résistance islamiste ?

On ne le pensait pas. L'espoir du Comité était de voir se former une *alliance* de tous les courants de la résistance, dans laquelle le FUNA et les autres courants progressistes auraient leur place. Le FUNA lui-même ne visait pas à prendre « le dessus » pendant la guerre. Il espérait au contraire la création d'une alliance forte avec les courants islamiques. Pourquoi ? Parce que l'alliance de la résistance était une condition essentielle pour modifier le rapport de force en Afghanistan, et sur le plan diplomatique international.

8°

- Quel était le regard que vous portiez sur cette résistance fondamentaliste ?

« (...) nous apportons notre soutien total à tous les partis et fronts qui, à l'intérieur de l'Afghanistan, manifestent leur volonté de s'unir pour chasser l'occupant. Le Comité se sent particulièrement proche des forces afghanes attachées à la démocratie et au progrès social ». (Déjà cité plus haut).

Ce n'était pas l'objet du Comité de porter un jugement sur le « fondamentalisme ». Il s'agissait de soutenir la résistance dans son ensemble.

9°

J'ai pu remarquer que la gauche française dès 1983, commence à ne plus soutenir les "progressistes" afghans qui sont marginalisés, pourquoi pas en Belgique ?

Je crois comprendre que vous comparez, non la gauche belge et la gauche française, mais le Comité Afghanistan et le BIA. Et comme je vous l'ai montré plus haut le Comité Afghanistan ne reflétait pas l'opinion de la gauche belge puisque sa composition était largement pluraliste, elle rassemblait des démocrates de toutes tendances politiques, philosophiques et religieuses. Deux exemples parlants : le PRL (le parti de droite de la Communauté française

présidé à l'époque par Louis Michel) a apporté une aide financière au Comité Afghanistan en 1987 ; et l'aide humanitaire d'une valeur de deux millions de francs acheminée et distribuée en Afghanistan par le Comité, que j'ai évoquée plus haut, a été confiée en décembre 1984 au Comité Afghanistan par le Secrétaire d'Etat à la coopération, le Ministre de Donnée, membre de ce même parti.

Quant à l'évolution du BIA que vous évoquez, je manque d'informations.

10°

- Quel rapport les réseaux européens avaient-ils avec la Belgique ?

Pensez-vous au réseau européen d'associations de soutien à la résistance ? Les échanges du Comité Afghanistan avec ces associations a été occasionnel, nullement régulier.

11°

- Vous souvenez vous d'informations particulières sur les relations du CAB avec les autres associations de type "ligue anti-impérialiste" etc.. ?

Non. Il n'y a eu de relation privilégiée du Comité Afghanistan avec aucune association.

12°

- Pourquoi beaucoup de personnalités impliquées dans d'autres réseaux de solidarités semblent s'être peu intéressé à l'Afghanistan ?

Pourquoi pensez-vous cela ? Beaucoup s'y sont intéressés comme vous le verrez sur la liste des 54 membres d'honneur du Comité Afghanistan. Plusieurs d'entre eux ont apporté activement leur collaboration au Comité quand nous leur en avons fait la demande. Par ailleurs, nous avons appris que le Comité Afghanistan était donné en exemple dans le milieu des associations pour son bon fonctionnement et son efficacité.

13°

Je m'intéresse aussi à tout ce que vous pourrez me dire sur le contexte de cette époque concernant la résistance afghane en Belgique et en Europe: politique, médiatique Plusieurs résistants afghans dont Abdul Qayoum du FUNA sont venus en Belgique et visiblement ailleurs en Europe.

Vous trouverez de très nombreuses réponses détaillées à cette question dans les deux livres publiés par le Comité, celui issu du Colloque de 1984 en particulier pour la Belgique, et celui de la Journée d'étude de 1986 en particulier pour l'Europe. Ils contiennent beaucoup d'analyses, d'informations, et de témoignages. Et tout le contenu de ces deux ouvrages est issu des enregistrements faits lors de ces journées, tous les textes sont donc l'expression directe, en langage parlé, de nombreux protagonistes de l'époque. Ces deux livres vous aideront puissamment pour votre mémoire d'histoire contemporaine. Les deux ouvrages ont été publiés avec l'aide du Ministère de la Communauté française. Je pense que vous pourrez vous les procurer au Ministère de la Communauté française.

14°

Certaines de mes sources accusent le FUNA d'être en fait un groupuscule maoïste, pourquoi donc a-t-il pris une place si importante en Belgique ?

L'expression « groupuscule maoïste » est évidemment polémique et trompeuse. Vers 1970 deux mouvements communistes sont issus des milieux d'étudiants à Kaboul, petite ville de six-cent mille habitants où tout le monde se connaissait dans les classes moyennes et supérieures. L'un de ces mouvements était sympathisant de l'URSS, l'autre de la pensée politique maoïste. Le clivage entre « prosoviétiques » et « maoïstes » existait dans le mouvement communiste international, aussi en Belgique et en France ; à Kaboul nombre de protagonistes étaient issus du même lycée, le lycée français, et ont épousé ce clivage.

De ces deux mouvements sont issus respectivement le parti prosoviétique qui prendra le pouvoir, et le FUNA, Front Uni National d'Afghanistan. La dénomination de ce Front indique quelles étaient ses deux priorités. 1° « Front uni » : la volonté de parvenir à un front uni de tous les courants de la résistance, donc à une alliance de tous les courants progressistes et islamistes, condition essentielle – sur le plan diplomatique et sur le plan militaire - pour parvenir au retrait des troupes soviétiques. 2° « National » : opposition à toute forme d'ingérence étrangère selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce sont ces deux principes (1° et 2°) que le président du FUNA mettait en avant chaque fois qu'il rencontrait des responsables politiques en Europe et en Belgique, et lorsqu'il rencontrait le Comité Afghanistan. Et il plaidait donc toujours pour un soutien politique à l'ensemble de la résistance, non au FUNA en particulier.

Vous verrez, en lisant le livre de la Journée d'Etude de décembre 1986, que tous les protagonistes qui y ont pris la parole, de droite et de gauche, s'accordaient sur la nécessité d'une unité plus forte de la résistance - sur les plans militaire mais aussi diplomatique - pour parvenir au retrait des troupes soviétiques. Ils partageaient et approuvaient donc la ligne politique suivie par le FUNA. Le Comité Afghanistan aussi.

Le président du FUNA informait aussi ses interlocuteurs sur la politique sociale du FUNA. « Ma présence symbolise l'engagement de notre peuple à l'égard des grands principes de la communauté internationale : liberté, démocratie et justice sociale. » (*Que peut faire l'Europe pour la Résistance afghane ?*, p.69) Là aussi les interlocuteurs politiques belges et européens, de droite comme de gauche, qui rencontraient le président du FUNA, partageaient les mêmes valeurs sociales. Le Comité Afghanistan également. Et l'opinion publique aussi.

Il n'est donc pas surprenant que le FUNA ait pu prendre une place importante en Belgique. Il faut ajouter que les autres mouvements de la Résistance ont beaucoup tardé à venir en Europe pour y chercher un appui politique et diplomatique. Pendant plusieurs années le FUNA fut seul à mesurer l'importance de rechercher pareil appui en Europe pour parvenir à une issue diplomatique à la guerre. Il fut donc seul pendant longtemps à rechercher cet appui en Europe, et à le faire au nom de toute la Résistance conformément à son programme politique. Et par conséquent le Comité Afghanistan a longtemps soutenu le FUNA pour obtenir cet appui.

Dans ce contexte l'origine maoïste du FUNA ne retenait guère l'attention, quoiqu'elle ne fût pas ignorée. Lorsqu'elle était évoquée, c'était sans doute dans le but de discréditer le FUNA, ou de discréditer le Comité Afghanistan qui soutenait le FUNA dans ses efforts diplomatiques.
